

certaine mesure. Je soutiens donc qu'il est très injuste de déclarer que nous sommes prêts à retourner à la situation des années trente.

M. KNOWLES: Tels seraient les résultats, à notre avis.

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Je doute fort que tous les honorables députés à ma gauche soient aussi prudents dans leurs déclarations que l'est l'honorable député d'ordinaire, ou en ce moment.

Je dirai un mot maintenant de la planification, parce que ce régime peut sembler très attrayant. Mais n'oublions pas qu'il est plus intéressant d'organiser la vie du voisin que de laisser celui-ci organiser la nôtre. Il est très important de se le rappeler. Hier soir, l'honorable représentant de Vancouver-Est (M. MacInnis) songeait sans doute à cela lorsqu'il a fait une déclaration très sage à ce sujet. Voici comment il s'est exprimé:

Nous nous opposons tous à ce qui entrave notre liberté. S'il est quelqu'un qui aime plus que moi à faire ses quatre volontés, j'aimerais le connaître.

L'observation m'a paru fort astucieuse. Elle m'a rappelé l'anecdote, bien connue de tous sans doute, de l'Irlandais à qui on expliquait le jugement dernier. Après avoir entendu l'explication, il demanda: "Les Murphy y seront-ils?" "Ah, oui, ils y seront!" "Et les O'Flaherty?" "Oh, oui!" "Et les Finnegan?" "Ils y seront". "Hum! M'est avis qu'il ne se fera pas grand jugement le premier jour". J'ai pensé qu'on pourrait en dire autant de la planification et de la réglementation de l'honorable député qui est aujourd'hui absent.

Je voulais donc m'assurer s'il n'y avait pas quelque terrain d'entente, s'il n'y aurait pas quelque moyen de concilier les points de vue car, puisque nous touchons au cœur de la question de notre bien-être économique futur, nous devrions nous efforcer de nous entendre. Pour moi, l'entente n'est pas impossible. Ainsi, il n'est sans doute pas un de nous qui ne convienne que le grand problème de l'heure c'est celui de la production. C'est banal que de le répéter; mais ça n'a pas toujours été le cas. Rappelons-nous qu'il y a quelques années, nous étions affligés, ou croyions être affligés, de surproduction. Je vais à ce propos donner lecture d'un ou deux intéressants passages du livre blanc qui donne la version de M. Attlee à la population britannique et qu'on peut appliquer, *mutatis mutandis*, à notre situation. A la fin du volumineux document, le premier ministre britannique dit:

A part ces dangers spéciaux...

Qu'il vient d'énumérer.

...la grande différence qui existe entre notre économie d'aujourd'hui et celle d'entre les deux guerres est qu'aussi loin qu'il nous soit possible

[M. Macdonnell (Muskoka-Ontario).]

de prévoir la demande de produits industriels sera ferme. Il semble que pour nombre d'années encore l'industrie ne coure aucun risque d'avoir à comprimer sa production par suite d'un fléchissement dans la demande de ses produits.

Et un peu plus loin:

Le problème de l'heure consiste à accroître la production de façon à combler l'écart qui existe entre la quantité de biens offerts sur le marché et le pouvoir d'achat disponible. Nous devons abandonner l'idée de faire traîner la production en vue de prévenir le chômage, ou de restreindre la production afin de sauvegarder les revenus. L'industrie, les employeurs et les ouvriers doivent, au contraire, mettre tout en œuvre pour mousser la production, sachant bien que ce programme ne menace en rien l'embauchage.

Nous sommes tous d'accord, je crois, sur la question de production; je passe maintenant à la question d'encouragement. Le problème n'est pas aussi facile. Néanmoins, et je pense ici aux honorables messieurs qui siègent immédiatement à ma gauche, quand on s'adresse aux cultivateurs, on parle à des gens qui comprennent la nature d'un encouragement ou d'un aiguillon, car s'il est quelqu'un au monde qui est poussé par un aiguillon, c'est bien le cultivateur, qui peine pour jouir des fruits de son labeur. Aussi, quand il pense à l'aiguillon, il doit partager la manière de voir de la plupart d'entre nous. De même, quand il songe aux régies, il doit se rendre compte, et j'insiste sur ce dernier point, que la majeure partie de sa vie économique échappe à toute régie et que la seule, à ma connaissance, qu'il recherche, est celle qui a trait aux prix de ses denrées et à leur vente. La majeure partie de son existence est entièrement libre de toute régie.

Au sujet d'encouragement, je lirai un extrait d'un article publié dans l'*Economist* de Londres, grand hebdomadaire libéral anglais. Je trouve toujours déplorable que ce beau mot de "libéral" ait été usurpé par un parti politique. Ne pourrait-on pas, aujourd'hui, accuser de larcin grave le parti libéral pour avoir accaparé ce mot, un beau et noble mot, et le faire servir à des fins dont même le ministre de la Santé nationale et du bien-être social (M. Martin) ne prétendra pas qu'elles soient toujours belles et nobles.

L'hon. M. MARTIN: Je ferai remarquer bien respectueusement à l'honorable député qu'il appartient à un parti qui a déjà employé ce mot de "libéral" mais qui l'a rejeté pour des motifs qu'il connaît mieux que nous.

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Nous trouvant en mauvaise compagnie, nous avons jugé bon de nous en défaire.

M. KNOWLES: Vous leur avez pris le mot "progressiste".